

axées sur la matière grise.

Dans les secteurs de l'exploitation des richesses naturelles et de la fabrication, éléments encore essentiels de la prospérité, nous devons améliorer notre productivité, offrir des produits de meilleure qualité et former une main-d'œuvre encore plus qualifiée.

Nous devons favoriser l'essor de l'apprentissage au Canada. L'éducation est une compétence provinciale, et nous respecterons ce principe dans l'élaboration des objectifs canadiens dans ce domaine. Par contre, l'éducation est un élément clé de notre position au sein de l'économie mondiale, et c'est un enjeu qui intéresse au premier chef chaque Canadien sans exception.

L'éducation est liée au rendement des Canadiens, à leur fierté, à leur prospérité. L'éducation et l'investissement, surtout grâce à la recherche et au développement (R-D), sont la clé de l'accroissement de la productivité et, par conséquent, de la compétitivité.

La R-D effectuée au Canada laisse les experts perplexes. D'une part, les dépenses canadiennes à ce chapitre dépassent les moyennes des pays de l'OCDE dans des domaines de pointe comme l'électronique, l'aérospatiale et l'informatique; de plus, la R-D du secteur privé canadien augmente de 6,5 p. 100 par an, malgré la récession. Mais il reste encore fort à faire.

D'autre part, le Canada et l'Italie sont les pays du Groupe des Sept qui dépensent le moins en matière de R-D, tandis que l'Allemagne, le Japon et les États-Unis dépensent au moins deux fois plus que le Canada.

Dans le langage des affaires, la R-D n'est rien d'autre qu'un investissement dans l'avenir. Le président de Canadien Pacifique, Bill Stinson, a déclaré ici même, la semaine dernière, à la Chambre de commerce de Calgary, que l'investissement consistait simplement à « prendre les bénéfices d'aujourd'hui et à les affecter aux produits de demain ».

Les Canadiens n'ont rien à craindre et tout à gagner, lorsqu'il s'agit d'accroître leur productivité. La compétitivité n'est pas un mot à proscrire. La compétitivité n'a rien à voir avec les mises à pied, elle est plutôt garante du maintien des emplois. Le président de la Banque de Nouvelle-Écosse, Ced Ritchie, n'a-t-il pas affirmé que la compétitivité pouvait éventuellement permettre à chaque Canadien d'avoir un emploi bien payé?

Au sein de l'économie mondiale naissante, la seule garantie que nous ayons est notre rendement. Que fait le gouvernement à cet